

Travailleurs frontaliers : six profils de « navetteurs » vers la Suisse

Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes • n° 145 • Mai 2022



En France métropolitaine, en 2018, 424 400 personnes travaillent dans l'un des huit pays frontaliers. 125 100 de ces « navetteurs » résident en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillent en Suisse, dont six sur dix dans la commune de Genève. Les quatre EPCI limitrophes du canton de Genève concentrent 62 % des frontaliers de la région. Dans ces territoires à proximité de la frontière helvétique, les problématiques de transport et de logement sont particulièrement importantes. Les travailleurs frontaliers de la région exerçant en Suisse présentent six profils distincts, caractérisés en particulier par la catégorie socioprofessionnelle, les lieux de résidence et de travail, le moyen de transport utilisé, le sexe et l'âge.

En France, depuis quelques décennies, le travail frontalier prend de plus en plus d'ampleur. En Europe, la France est le pays qui compte le plus de travailleurs frontaliers (résidents travaillant dans un autre de ces pays). Pour les territoires frontaliers, ces déplacements domicile-travail présentent d'importants enjeux, en matière de transports et de logement notamment.

En France métropolitaine, en 2018, 424 400 actifs traversent une frontière pour travailler dans l'un des huit pays limitrophes (soit 1,6 % des actifs occupés). Parmi eux, 30 % (soit 126 400 personnes) résident en Auvergne-Rhône-Alpes. Ils représentent 3,8 % des actifs occupés de la région. C'est ainsi le 2^e plus gros contingent après celui du Grand Est (43 %, soit 182 900 personnes).

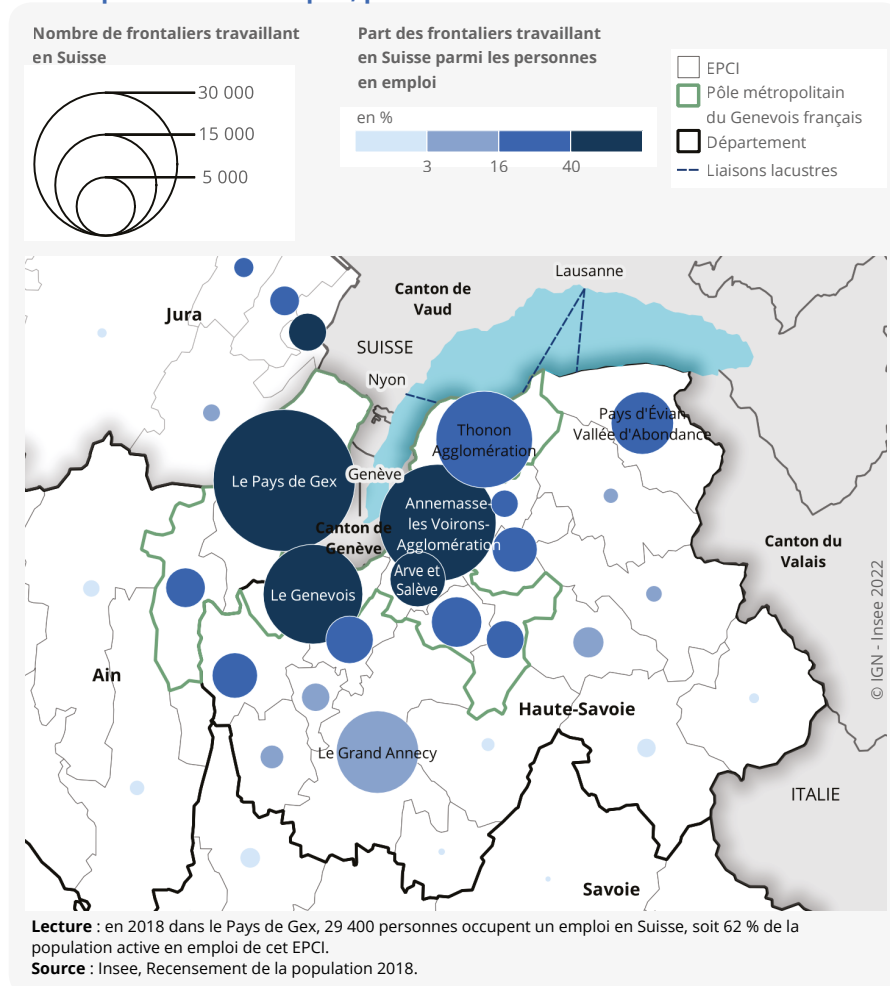
La ville de Genève concentre 60 % des navetteurs vers la Suisse

125 100 frontaliers **► sources** résident en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillent en Suisse. C'est le plus gros contingent régional de France vers ce pays (62 %), loin devant ceux du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté (respectivement 19 % et 18 %). Le nombre de navettes domicile-travail entre la région et la Suisse augmente au rythme de 4,7 % par an en moyenne depuis 1999, soit respectivement 4 et 5 fois plus que le nombre de personnes en emploi en Suisse et en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette croissance ralentit, mais reste supérieure à celle de l'ensemble des frontaliers de France métropolitaine vers les huit pays frontaliers. Ces flux ont été

dynamisés par l'entrée en vigueur depuis 2002 des accords bilatéraux entre la Suisse et les pays de l'UE.

Avec un marché du travail attractif et des salaires élevés, le canton de Genève, francophone, polarise 106 000 actifs

► 1. Nombre de frontaliers travaillant en Suisse et part parmi les personnes en emploi, par EPCI en 2018



résidant en Auvergne-Rhône-Alpes. Parmi eux, 75 200 travaillent dans la seule ville de Genève (60 % des frontaliers vers la Suisse).

Seulement 15 700 frontaliers d'Auvergne-Rhône-Alpes (13 %) travaillent dans le canton de Vaud. Entre 2013 et 2018, le nombre de **navetteurs** augmente néanmoins plus fortement vers ce canton que vers celui de Genève (+ 7,2 % par an en moyenne contre + 3,2 %). Les autres cantons n'attirent que peu de frontaliers de la région (3 500 soit 2,8 %), en raison de la barrière des Alpes ou du Léman et de leur éloignement.

Les quatre établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) limitrophes du canton de Genève sont ceux dans lesquels résident le plus de frontaliers ► **figure 1**. Ils en rassemblent plus de six sur dix. La Communauté d'agglomération (CA) du Pays de Gex arrive en tête (24 %), suivie par la CA Annemasse-les Voirons-Agglomération (16 %), la Communauté de communes (CC) du Genevois (12 %) et la CA Thonon Agglomération (11 %). Avec 8 % des frontaliers, la CA du Grand Annecy se situe en 5^e position.

Deux enjeux majeurs : les déplacements domicile-travail et le logement

Les déplacements domicile-travail constituent une problématique capitale pour les acteurs publics locaux. Pour se rendre au travail, les frontaliers d'Auvergne-Rhône-Alpes utilisent davantage leur véhicule que les actifs en emploi de la région (79 % contre 74 % en 2018), participant ainsi à une concentration en CO₂ particulièrement forte dans l'Ain et la Haute-Savoie. Proposer à ces frontaliers une alternative à la voiture individuelle, adaptée à leurs besoins, contribuerait à limiter ces émissions, à désengorger les voies d'accès à la Suisse et à améliorer leur qualité de vie. Dans cet objectif, poursuivre le développement des transports en commun est un levier essentiel

► **encadré**, notamment avec les mises en service fin 2019 du Léman Express et du tramway Annemasse-Genève. La prochaine mise en service de deux nouveaux bateaux de passagers sur le lac Léman augmentera l'offre de la Compagnie générale de navigation vers Lausanne et Nyon (2 400 navetteurs en 2018). Ce dispositif de transports en commun sera complété par la mise en circulation, en 2025, du tramway du Genevois. Un autre levier repose sur le développement de la mobilité douce. La voie verte du Grand Genève, dont la réalisation se poursuit depuis 2010, en est un grand projet. Elle relie sur près de 38 kilomètres Bonne (au sud-est d'Annemasse) à Saint-Genis-Pouilly (dans le Pays de Gex), en passant par le centre de Genève.

Un deuxième enjeu d'importance concerne le logement. En effet, l'augmentation du nombre de frontaliers et leurs salaires plus élevés accroissent les tensions sur le marché du logement (disponibilité et prix). L'offre de logements doit donc être adaptée pour répondre aux besoins d'habitants aux profils et aux pouvoirs d'achat très divers.

Emploi frontalier vers la Suisse : six profils de navetteurs

Les navetteurs vers la Suisse peuvent être répartis en six profils, selon leurs caractéristiques personnelles et professionnelles, leurs lieux de travail et de résidence et les moyens de transport qu'ils utilisent ► **méthode**.

La catégorie socioprofessionnelle des frontaliers apparaît comme une variable particulièrement explicative de la typologie utilisée ► **figure 2**. Plus précisément, les cadres et professions intellectuelles supérieures constituent la catégorie socioprofessionnelle la plus surreprésentée par rapport à l'ensemble des actifs en emploi de la région (+ 7 points), devant les professions intermédiaires (+ 4 points). Parmi les frontaliers, les hommes sont également plus représentés (+ 6 points). En lien avec le rayonnement international de Genève, la part des personnes déclarant une autre nationalité que la nationalité française au sein des frontaliers est largement supérieure à celle des actifs occupés de la région (19 % contre 6 %). Parmi eux, les 10 100 ressortissants suisses arrivent en tête. Tout en conservant leur travail en Suisse, une partie de ces frontaliers helvètes viennent trouver en France des conditions de logement plus favorables. D'autres frontaliers de nationalité suisse peuvent être des binationaux ayant également la nationalité française.

Des cadres, français, plutôt jeunes

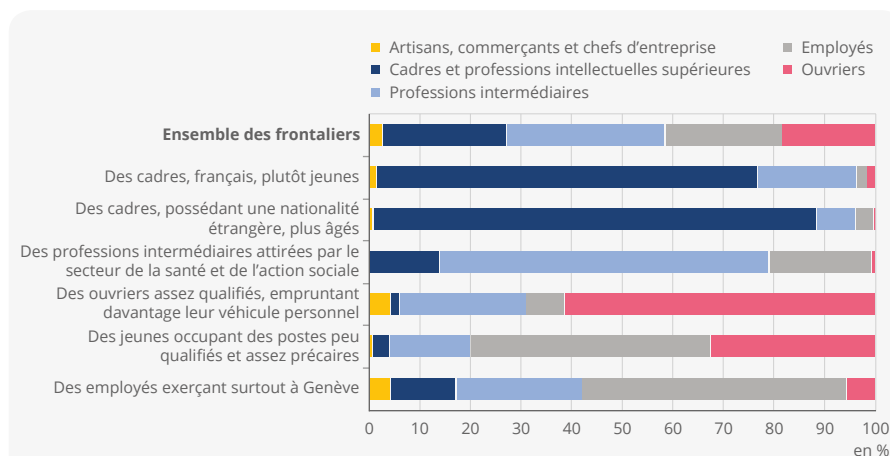
Parmi les frontaliers d'Auvergne-Rhône-Alpes travaillant en Suisse, un premier profil concerne avant tout des cadres et professions intellectuelles, très diplômés. Ce sont principalement des hommes, vivant en couple, le plus souvent avec enfants. Ils travaillent à temps complet et majoritairement dans les **fonctions métropolitaines**.

Ces 22 400 frontaliers (18 % des navetteurs) sont quasiment exclusivement français et âgés majoritairement de moins de 40 ans. Ils ont un emploi sans limite de durée, par exemple comme ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en informatique. Ils travaillent pour plus d'un sur deux en dehors de la commune de Genève, et se rendent très souvent au travail en voiture (pour 84 % d'entre eux). Ils sont surreprésentés dans la CA du Grand Annecy (3 900 actifs y résident, soit 17 % des frontaliers de ce profil, contre 8 % pour l'ensemble des frontaliers) et par là même gros utilisateurs quotidiens de l'A41 reliant Annecy au poste frontière de Bardonnex.

Des cadres, possédant une nationalité étrangère, plus âgés

Un second profil de frontaliers présente des caractéristiques communes au profil précédent : cadres et professions intellectuelles, haut niveau de diplôme, hommes, en couple, souvent avec enfants, travail à temps complet et pour plus d'un sur deux dans les fonctions métropolitaines. Il s'en distingue toutefois sur d'autres points. Les frontaliers de ce second profil de cadres sont beaucoup moins nombreux (6 000, soit 5 % de l'ensemble des frontaliers) et, pour trois sur cinq, au moins quadragénaires. En

► 2. Répartition des frontaliers de chaque profil de la typologie selon la catégorie socioprofessionnelle

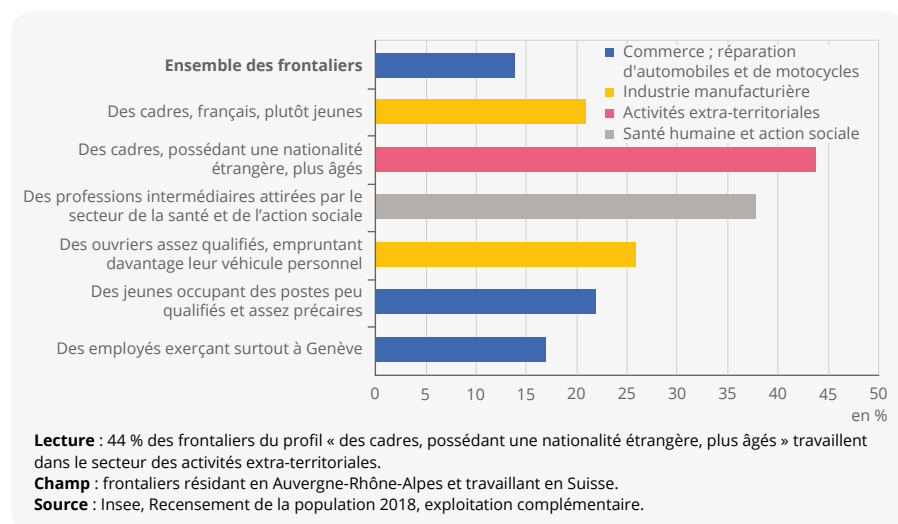


Lecture : parmi le profil « des ouvriers assez qualifiés, empruntant davantage leur véhicule personnel », 61 % sont des ouvriers, 8 % sont des employés, 25 % exercent une profession intermédiaire, 2 % sont cadres ou exercent une profession intellectuelle supérieure et 4 % sont artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

Champ : frontaliers résidant en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillant en Suisse.

Source : Insee, Recensement de la population 2018, exploitation complémentaire.

► 3. Part du plus gros secteur d'activité dans lequel travaillent les frontaliers, selon leur profil



outre, sept sur dix indiquent une nationalité étrangère au recensement et, parmi eux, 85 % sont européens, les Britanniques et les Italiens étant plus nombreux que les Suisses. Parmi eux, certains sont des frontaliers binationaux ayant également la nationalité française.

Ils résident presque tous dans le pourtour genevois et, pour les deux tiers, dans la CA du Pays de Gex. Ils travaillent essentiellement à Genève ou à Meyrin et un peu plus d'un sur deux emprunte son véhicule personnel pour se rendre au travail. Un quart utilise un vélo (y compris à assistance électrique), en raison de distances domicile-travail assez réduites (ils habitent au plus près de la frontière), de la forte croissance du réseau cyclable du canton de Genève depuis 1980, et de différentes mesures incitatives mises en place par ce canton et par les entreprises qui y sont implantées. Ils travaillent souvent comme chercheurs, ingénieurs ou cadres dans des secteurs d'activité à haute valeur ajoutée : extra-territoriales (par exemple celles du Cern) ou spécialisées, scientifiques et techniques ou encore financières et d'assurance. Enfin, la moitié des conjoints de ceux qui sont en couple travaillent également en Suisse.

Des professions intermédiaires attirées par le secteur de la santé et de l'action sociale

26 000 frontaliers (soit 21 %) forment le troisième profil, qui compte surtout des professions intermédiaires. Ce sont plutôt des femmes (à 80 %, plus fort taux de l'ensemble des profils), de nationalité française. Plus de six sur dix ont moins de 40 ans et une majorité a un diplôme de niveau bac+3 ou plus. Les frontaliers de ce profil sont ceux qui occupent le plus souvent une **fonction présente** (60 % contre 40 % pour l'ensemble des actifs occupés de

la région). Ils travaillent, pour plus d'un sur deux, dans le secteur de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale. Près d'un quart d'entre eux sont infirmiers et assimilés (contre 5 % pour l'ensemble des frontaliers). Le secteur de la santé et de l'action sociale ► **figure 3** est l'un de ceux qui offrent le plus d'emplois dans le canton de Genève. Les navetteurs de ce profil travaillent pour près d'un sur deux à temps partiel et même à 56 % dans le secteur de la santé et de l'action sociale (contre 31 % pour les actifs d'Auvergne-Rhône-Alpes de ce secteur). Ils travaillent majoritairement à Genève, et pour 21 % d'entre eux dans le canton de Vaud. C'est le plus gros contingent vers ce canton. Les frontaliers de ce profil sont aussi les plus nombreux à utiliser les transports en commun (5 500 personnes).

Des ouvriers assez qualifiés, empruntant davantage leur véhicule personnel

Avec 30 800 frontaliers, le quatrième profil représente le quart des navetteurs, majoritairement des ouvriers. Ce sont les frontaliers qui résident le plus loin de la frontière. Seulement 15 % d'entre eux habitent dans la CA du Pays de Gex (la plus faible part sur l'ensemble des profils). Même si 48 % travaillent à Genève, plus de 10 000 d'entre eux exercent leur activité professionnelle dans le reste du canton et plus de 4 000 dans le canton de Vaud. Des trajets domicile-travail potentiellement assez longs en transports en commun les conduisent à emprunter massivement leur voiture (90 %, plus forte part). Du fait de leur impossibilité à télétravailler, ils sont particulièrement concernés par la problématique des transports. Ce sont plutôt des hommes, français, en majorité peu diplômés : 59 % sont titulaires au plus d'un CAP, BEP ou équivalent

(contre 36 % pour l'ensemble des actifs occupés de la région). Ils exercent une activité professionnelle à temps plein, pour quasiment la moitié dans la construction ou le secteur « industrie manufacturière, industries extractives et autres ». Dans ce dernier secteur (incluant la haute horlogerie et la mécatronique), certains métiers ou compétences sont particulièrement recherchés de l'autre côté de la frontière. Les ouvriers de ce profil sont ainsi plus qualifiés que l'ensemble des ouvriers en activité en Auvergne-Rhône-Alpes (75 % contre 59 %). 40 % d'entre eux travaillent dans les **fonctions productives** et 25 % dans les **fonctions transversales**. Ce sont de loin, les frontaliers les plus représentés sur ces deux types de fonction d'emploi.

Des jeunes occupant des postes peu qualifiés et assez précaires

Le cinquième profil ne regroupe que 4 800 frontaliers (soit 4 %). Il rassemble principalement des employés et des ouvriers très jeunes : 86 % ont moins de 25 ans (contre 5 % pour l'ensemble des frontaliers). 74 % des navetteurs de ce profil vivent chez leurs parents ou sont en colocation (contre 6 % pour l'ensemble des frontaliers). Ils sont peu diplômés et, pour certains, en cours de formation (près d'un quart sont inscrits dans un établissement d'enseignement, dont plus de la moitié comme apprentis). Leur emploi reste assez précaire : pour 43 % d'entre eux, il est à durée limitée et pour près d'un tiers à temps partiel. Ils exercent majoritairement dans les secteurs du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles, de l'hébergement et de la restauration et des activités de services administratifs et de soutien. Bien qu'il s'agisse de professions peu qualifiées, ces emplois en Suisse assurent à ces jeunes un salaire intéressant par rapport à un emploi équivalent en France.

Dans ce profil, un navetteur sur trois utilise les transports en commun : c'est la plus forte part, vraisemblablement du fait d'un moindre accès à un véhicule personnel pour ces jeunes actifs. Dans la CA Annemasse-les Voirons-Agglomération, où réside presque un quart des navetteurs de ce profil, plus d'un sur deux emprunte quotidiennement les transports publics, assez développés dans cet EPCI.

Des employés exerçant surtout à Genève

Avec 35 100 navetteurs, le sixième profil est le plus fourni. Ce sont en majorité des employés, peu diplômés, occupant par exemple des postes d'employé administratif d'entreprise. 76 % travaillent dans la commune de Genève (part la plus élevée), où se trouve une forte concentration d'entreprises, notamment dans le secteur

► Des nouveaux frontaliers plus jeunes, provenant majoritairement de l'étranger et davantage utilisateurs des transports en commun

En 2018, 6 800 nouveaux frontaliers, actifs en Suisse, sont venus s'installer en Haute-Savoie ou dans l'Ain.

Ces nouveaux navetteurs sont plus jeunes que l'ensemble des frontaliers et indiquent davantage une nationalité étrangère.

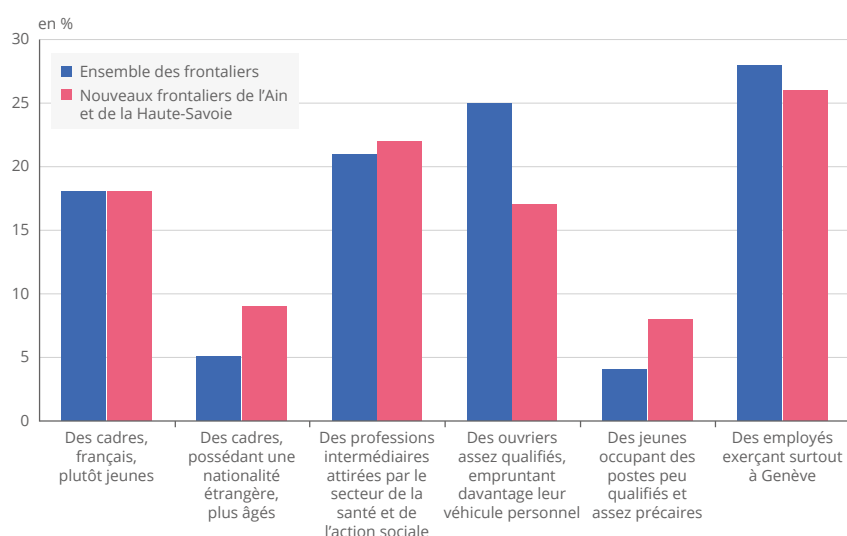
3 900 proviennent de l'étranger, dont 2 700 de Suisse. Parmi ces arrivées de la Confédération helvétique, les Français sont presque aussi nombreux que les Suisses.

Les autres nouveaux navetteurs proviennent principalement du reste de la région, d'Île-de-France ou de trois régions où les frontaliers sont nombreux, Bourgogne-Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Grand Est.

Ces nouveaux navetteurs empruntent plus les transports en commun (24 % contre 13 %). Ils s'installent davantage dans la CA du Pays de Gex (+ 11 points), la CA Annemasse-les Voirons-Agglomération et la CC du Genevois (+ 3 points chacune). Ils travaillent aussi un peu plus dans le canton de Vaud (+ 4 points) et un peu moins dans celui de Genève (hors ville de Genève).

La répartition des profils de ces nouveaux navetteurs diffère de celle de l'ensemble des frontaliers, principalement à l'avantage des profils « des cadres, possédant une nationalité étrangère, plus âgés » et « des jeunes occupant des postes peu qualifiés et assez précaires », au détriment du profil « des ouvriers assez qualifiés, empruntant davantage leur véhicule personnel ». ► **figure**.

► Part de chacun des profils de frontaliers



Lecture : les frontaliers du profil « des cadres, possédant une nationalité étrangère, plus âgés » représentent 5 % de l'ensemble des frontaliers, mais 9 % des nouveaux navetteurs résidant dans l'Ain ou en Haute-Savoie.

Champ : frontaliers résidant en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillant en Suisse.

Source : Insee, Recensement de la population 2018, exploitation complémentaire.

► Définitions

L'analyse des fonctions remplies par les actifs résulte de leurs professions, qui peuvent être réparties en quatre groupes de **fonctions** : **métropolitaines** (conception-recherche, prestations intellectuelles, commerce inter-entreprises, gestion et culture-loisirs), **de production concrète** (agriculture, BTP et fabrication), **présentielles** (distribution, services de proximité, éducation et formation, santé et action sociale et administration publique) et **transversales** (transport et logistique et entretien-réparation).

Dans cette étude, sauf mention particulière, le terme de « **frontalier** » ou de « **navetteur** » désigne une personne résidant en Auvergne-Rhône-Alpes et déclarant travailler en Suisse au recensement. Cette notion est différente des frontaliers mesurés par les offices statistiques suisses à l'aide des permis de travail.

Les « nouveaux frontaliers » venus s'installer dans l'Ain et la Haute-Savoie (encadré) ne prennent pas en compte les 400 navetteurs ayant déménagé d'un de ces départements vers l'autre.

tertiaire. 36 % des navetteurs de ce profil indiquent une nationalité étrangère au recensement de la population et, parmi eux, les Suisses devançant largement les Portugais et les Italiens. Ils représentent d'ailleurs 71 % des frontaliers helvètes de la région. Les navetteurs de cette classe sont les plus âgés (68 % ont au moins 40 ans, 21 % au moins 55) et 61 % sont des femmes. Enfin, 55 % des conjoints de ceux qui sont en couple travaillent également en Suisse (plus forte proportion). ●

Ivan Debouzy, Anne Reffet-Rochas (Insee)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► Méthode

La typologie des frontaliers a été élaborée par une analyse en composantes multiples suivie d'une classification ascendante hiérarchique sur des critères de catégorie socioprofessionnelle, de diplôme, de sexe, d'âge, de nationalité, de mode de cohabitation, de secteur d'activité, de part de temps partiel, d'aire d'attraction, de ville de résidence, de lieu regroupé de travail en Suisse et de moyen de transport pour se rendre au travail.

Afin de diminuer le nombre de modalités de certaines variables et pour écarter des modalités concernant trop peu d'individus, le champ couvert par la typologie est hors « agriculture, sylviculture et pêche » et hors « exploitants agricoles ».

► Sources

L'étude porte sur les frontaliers résidant en Auvergne-Rhône-Alpes et travaillant en Suisse en 2018. Les résultats présentés ici proviennent essentiellement du Recensement de la population 2018. Les données sur les personnes actives occupées en Suisse sont issues de l'office fédéral de la statistique publique suisse. Par ailleurs, les situations de double nationalité ne sont pas connues dans le recensement français.

► Pour en savoir plus

- « Près de la Suisse, un ménage sur deux perçoit un revenu de source étrangère », *Insee Flash Auvergne-Rhône-Alpes*, n° 97, février 2022.
- « 92 % de la population de la région vit dans une aire d'attraction des villes », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes*, n° 105, octobre 2020.
- « Le travail frontalier en forte croissance : 115 000 habitants de la région employés en Suisse », *Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes*, n° 101, juillet 2020.
- Site de l'Observatoire statistique transfrontalier : www.stratregio-francosuisse.net

